

# EN ACTION POUR LE QUÉBEC



**LA CAMPAGNE FAIRE FRONT  
PREND FORME DANS LES ACTIONS  
QUE NOUS ALLONS MENER  
DANS TOUTES LES RÉGIONS.**

Entre les actions régionales, le grand rassemblement du 29 novembre et la tenue d'une manifestation le 1<sup>er</sup> mai prochain, nous aurons plusieurs occasions de nous faire entendre.

Nous interpellons les acteurs du grand spectre politique pour obtenir des engagements quant à nos revendications. Si nous devons agir pour que le gouvernement actuel recule sur ses attaques contre les travailleuses et les travailleurs, nous devons aussi nous efforcer d'obtenir le soutien d'autres partis.

Pour un Québec qui mise sur les travailleuses et les travailleurs, qui défend nos services publics et qui agit pour la planète, nous passons à l'action.

**Tu veux  
participer  
à LA CAMPAGNE,  
signe  
LA DÉCLARATION.**



Production: CSN, 2025

# FAIRE FRONT



POUR LE  
QUÉBEC



# LE QUÉBEC PEUT ALLER MIEUX.

# LE QUÉBEC DOIT ALLER MIEUX.

Mieux que ce qu'en font nos dirigeantes et dirigeants. Après sept ans de règne, le gouvernement caquiste a jeté l'éponge. Il se colle plus que jamais sur les intérêts des grands patrons et abandonne les préoccupations de la population.

**Il n'a rien à proposer pour régler la crise du logement.**

**Il n'a que du mépris à offrir aux travailleuses et aux travailleurs qui veulent améliorer leurs conditions de vie.**

**Il n'a rien à dire à celles et ceux qui veulent avoir accès aux soins de santé et de services sociaux.**

**Il est sans mots devant les élèves qui ont besoin d'aide dans nos écoles.**

**Quand des parents réclament des places dans les services de garde éducatifs, le gouvernement regarde ailleurs.**

**Quand des milliers de citoyennes et de citoyens lui demandent d'agir face à la crise climatique, il se bouche les oreilles.**

**Le gouvernement ne fera rien pour régler ces problèmes et tente de faire diversion en s'en prenant aux travailleuses et aux travailleurs et à leurs syndicats.**

Ce gouvernement n'agit pas seul. Il a de nombreux allié-es qui veulent tous s'attaquer au modèle québécois. Ils utilisent des arguments qui portent atteinte au vivre-ensemble pour gagner des votes. Ce sont de mauvais perdants qui ne digèrent pas que des milliers de travailleuses et de travailleurs se soient tenus debout pour améliorer leur sort dans les dernières années. Des entreprises comme Amazon qui préfèrent sacrer

leur camp plutôt que de respecter nos lois. Des élu-es tentés d'aller piger dans le manuel trumpiste plutôt que de régler les problèmes de la population.

Face à ces attaques réservées aux travailleuses et aux travailleurs, la pire chose qu'on puisse faire, c'est de ne rien faire. C'est pour ça que la CSN appelle à faire front.

## Nos revendications

### 1 FAIRE FRONT POUR LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS

S'attaquer aux organisations syndicales, c'est d'abord et avant tout s'attaquer aux travailleuses et aux travailleurs. C'est s'attaquer aux préposé-es aux bénéficiaires, aux éducatrices en CPE et à celles en éducation, aux enseignantes, aux employé-es en épicerie, aux travailleurs de la forêt. C'est aussi s'attaquer aux organisations qui font face aux puissants, puisque les organisations syndicales servent aussi de rempart efficace en s'opposant aux positions politiques contraires au bien commun.

**Tous les partis politiques doivent s'engager à retirer les lois et les projets de loi s'attaquant aux travailleuses et aux travailleurs.**

### 2 FAIRE FRONT POUR L'ÉTAT SOCIAL

Il faut absolument préserver l'État social québécois. Nos services publics sont depuis des décennies sous-financés et ils se détériorent depuis longtemps. Que ce soit par la présence de plus en plus influente du privé en santé, par l'état pitoyable de nombreux bâtiments dans le réseau de l'éducation, ou par les compressions qui touchent les services publics et les différents ministères, la détérioration de l'État social doit cesser.

**Tous les partis politiques doivent s'engager à financer adéquatement nos services publics québécois.**

### 3 FAIRE FRONT POUR LA PLANÈTE

Les défis que nous impose la crise climatique sont immenses. Or, les partis politiques au pouvoir depuis des décennies se sont refusés à prendre les moyens pour y faire face. Au contraire, on semble maintenant naviguer en sens contraire. Le désengagement de l'État dans le financement des infrastructures comme le transport collectif nuit à l'atteinte de nos objectifs de réduction des gaz à effet de serre.

**Les partis politiques doivent s'engager à prendre immédiatement les moyens d'assurer une transition juste pour créer des emplois d'avenir en finançant, notamment, les transports collectifs à la hauteur des défis auxquels nous sommes confrontés.**